Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Baie des Cochons ou «Opération Mangouste»?

Par Maurice Lemoine
Mondialisation.ca, 19 mai 2020
Mémoire des luttes

Région : Amérique latine & Caraïbe
Thème: Guerre USA OTAN, Services de renseignements
Analyses: "Putsch" au Venezuela

Les 3 et 4 mai, en provenance de Colombie, plusieurs groupes armés dirigés et entraînés par des mercenaires américains appartenant à une société de sécurité privée située en Floride on tenté d'infiltrer le Venezuela avant d'être neutralisés par les forces de sécurité. Sur la base de témoignages et documents irréfutables, on connaît les objectifs qui leur étaient assignés : séquestrer voire assassiner le président Nicolás Maduro, neutraliser les hauts dirigeants civils et militaires du gouvernement bolivarien et semer le chaos. Le tout en lien avec le président autoproclamé Juan Guaido et son cercle rapproché.

De nombreuses hypothèses ont été émises sur la nature de cette opération. Par certains côtés, surtout symboliques, elle peut rappeler la tentative d'invasion de la Baie des Cochons, à Cuba, en avril 1961. Plus assurément, elle ressort des méthodes moins connues utilisées ultérieurement, et pendant des décennies, contre La Havane, tout en permettant à Washington d'apporter un « démenti plausible » à son implication ou sa participation.

« Toutes les options sont sur la table » ... Phrase mille fois répétée à Washington. Et sur tous les tons. Au micro, devant les caméras : Donald Trump (président), Mike Pence (vice-président), John Bolton (ex-conseiller à la Sécurité nationale), Mike Pompeo (secrétaire d'Etat), Elliott Abrams (envoyé spécial au *[sur le]* Venezuela). Plus, bien sûr, leur domestique de luxe, Luis Almagro, secrétaire général de l'Organisation des Etat américains (OEA) [1]. Un mantra repris depuis septembre 2018, dès qu'est évoqué le nom du président vénézuélien Nicolás Maduro.
Levons d'emblée une équivoque : du temps de Richard Nixon (1969-1974), le secrétaire d'Etat Henry Kissinger ne s'exprimait pas autrement. Le 27 juin 1970, lors d'une réunion du Conseil national de sécurité, avec une arrogance qui tient presque du rite, c'est lui qui déjà déclarait : *« Je ne vois pas pourquoi nous devrions rester tranquilles quand un pays devient communiste à cause de l'irresponsabilité de son propre peuple. »* Au Chili, le socialiste Salvador Allende venait d'être élu.

On remplacera ici « communiste » par « populiste » et, en un quart de seconde, on aura traversé cinquante années.

A partir du 3 mai au petit matin, plusieurs incursions maritimes de groupes lourdement armés – l'opération « Gedeón » – ont été neutralisées au Venezuela. Provenance des infiltrés : le département côtier de la Guajira, sur la Caraïbe, en Colombie.

Première tentative de débarquement à Macuto (Etat de La Guaira), proche (une quarantaine

de kilomètres) de Caracas : deux prisonniers et huit morts chez les assaillants, dont l'un de leurs chefs, l'ex-capitaine de la Garde nationale vénézuélienne Robert Colina Ibarra, alias « Pantera ». Autres neutralisations et arrestations effectuées sur la côte de Chuao (Aragua, dans le nord du pays) et dans l'Etat de Vargas. En tout, plus de quatre-vingt-dix individus appréhendés, sous réserve de futures captures : intercepté le 11 mai dans l'Aragua, Jairo Betamy a révélé que cinquante-quatre hommes se trouvaient à bord de la vedette rapide qui l'a transporté de la côte proche de Maicao (Colombie), avec pour objectif le palais présidentiel de Miraflores.

Parmi les détenus, des capitaines déserteurs de la Force armée nationale bolivarienne (FANB) ; César Pérez Sequea, Jesús Ramos, Adolfo Baduel et Antonio Sequea. Ce dernier se trouvait en compagnie du président autoproclamé Juan Guaido et d'une poignée de soldats simulant la prise d'une base militaire, lors de la tentative de coup d'Etat avortée du 30 avril 2019.
D'autres ex-officiers et sous-officiers, deux anciens policiers.

Deux têtes brûlées yankees, anciens des Forces spéciales, Luke Denman (de 2006 à 2011) et Airan Berry (de 1996 à 2013) ; des vétérans de l'Irak et de l'Afghanistan. Tous deux travaillent pour une société de sécurité privée, Silvercorp USA, basée à Melbourne, sur la côte est de la Floride, à 280 kilomètres de Miami.

Autre détenu : José Socorro, alias « Pepero ». Un narcotrafiquant vénézuélien, agent ou ex-agent de la Drug Enforcement Administration (DEA : les « stups » américains).



On se permettra de mentionner sans ajouter de commentaires (parfaitement inutiles) : depuis la Floride (ou la Colombie), le patron de Silvercorp USA, Jordan Goudreau, accompagné de l'ex-capitaine vénézuélien Javier Nieto Quintero, revendique immédiatement et par vidéo la direction de l'opération « Gedeón » [2]. Goudreau est un ancien des Forces spéciales US. Affecté au 10e Special Forces Group, unité spécialisée en

guerre non conventionnelle et en contre-terrorisme, il a été décoré à trois reprises pour ses faits d'armes sur les champs de bataille d'Irak et d'Afghanistan. Le 23 février 2019, il a assuré la sécurité du concert « Venezuela Aid Live » – show organisé par le multimillionnaire britannique Richard Branson, patron de Virgin Group, pour le compte de Guaido, en Colombie, sur la frontière, à Cúcuta [3]. Il s'agissait de faire entrer en force une supposée « aide humanitaire » au Venezuela. Autre échec flamboyant. Sans appartenir au Secret Service – unité chargée officiellement de la protection du président américain –, Goudreau a contribué à la sécurisation de plusieurs rassemblements auxquels participait Donald Trump [4]. Genre de tâche qu'on assigne rarement un parfait inconnu.

Sur WhatsApp et les réseaux sociaux, quelques heures avant sa capture, Antonio Sequea appelait l'armée à se soulever et à rejoindre les rebelles pour « liquider la dictature ».

Abattu au cours de sa tentative de débarquement, Robert Colina Ibarra, dit « Pantera », était de son côté connu comme le loup blanc. Aussi bien au Venezuela qu'en Colombie. Son nom est apparu au grand jour après l'interception le 24 mars, lors d'une opération de routine de la police colombienne, d'un véhicule transportant un arsenal sur la route Barranquilla – Santa Marta. Depuis Barranquilla où il vivait en toute quiétude depuis deux ans, l'ex-général vénézuélien Cliver Alcala, virulent « anti-maduriste », révéla aux médias que ces armes appartenaient à 90 officiers déserteurs, que lui-même dirigeait. Qu'elles étaient destinées à passer clandestinement en Guajira vénézuélienne où, *« pour libérer le pays et éliminer chirurgicalement les objectifs criminels »* (lire le gouvernement), l'un de ses hommes de confiance devait les réceptionner. Un certain… « Pantera » ! Ce qu'on pourrait résumer en une formule : « Chronique d'une opération annoncée ». Et nommée « Gedeón ».

Accusé de « narcotrafic » par la justice américaine, Cliver Alcala s'est depuis tranquillement mis à disposition des autorités colombiennes, qui l'ont extradé dans des conditions très particulières, sans rudesse excessive, aux Etats-Unis [5].

Dans un premier temps, Guaido et son clan ont dénoncé un montage du pouvoir pour détourner l'attention de son incurie. L'essoreuse à information les a relayés. « Le Venezuela victime d'une tentative d'invasion, selon son président » (c'est nous qui soulignons) annonce la chaîne *Arte* (5 mai). « Au Venezuela, Maduro dénonce une tentative d'incursion armée », titrent les commissaires politiques du *Monde*, pour tirer dans un sens acceptable un article un peu trop décent de leur correspondante à Bogotá, Marie Delcas. Laquelle est rapidement éclipsée par le « papier » d'un confrère du même quotidien, Gilles Paris. Depuis Washington, celui-ci transforme le raid en une *« rocambolesque équipée »* conduite par un « pied nickelé ». Il relaie ainsi à distance l' *« opération suicide »* – « Un Rambo et un narco-général » – de l'hebdomadaire colombien *Semana*. Deux reprises (parmi bien d'autres) de la thèse avancée, quelques jours auparavant, par l'agence Associated Press (AP).

Très documentée (d'éléments déjà connus et révélés par Caracas) sur le duo de cinéma « Alcala-Goudreau », cette enquête dissimulait difficilement son véritable objectif : *« AP n'a pas rencontré d'indices de ce que des fonctionnaires étatsuniens aient appuyé les actions de Goudreau ni que Trump ait autorisé des opérations clandestines contre Maduro* (…). » Pas même en promettant 15 millions de dollars à qui le capturera, ouvrant un champ *« free play »* – sans règles ni scénario ?
En marge des interprétations fumeuses, on découvrira rapidement la véritable ampleur et le rôle des protagonistes de l'incursion armée lancée le 3 mai [6]. Et planifiée depuis longtemps.

La tentation était grande. Sur le plan symbolique, cette agression caractérisée de la République bolivarienne a souvent amené, à gauche, à évoquer l'épisode de la Baie des Cochons. Comparaison n'est pas raison. Le 17 avril 1961, lorsque la Brigade 2506 débarqua à Cuba pour tenter de renverser Fidel Castro et la révolution, elle était composée de quelque mille cinq cents hommes. Tous avaient été recrutés par les Etats-Unis, armés et entraînés par la CIA en Floride, au Guatemala et au Nicaragua, transportés sur mer par des *« Liberty ships »* et protégés depuis le ciel par des bombardiers B26 et quelques chasseurs P51. Aucune similitude avec la centaine, ou peut-être les trois cents (l'avenir le dira) antichavistes alignés pour « Gedeón ». D'un côté une véritable armée, de l'autre un ou des commandos conséquents.

Pour autant, la référence à Cuba n'a rien d'absurde. Si, à l'époque, John Fitzgerald Kennedy (JFK) a « tenté le coup », c'est sur la base d'informations erronées : ses « services » lui avaient vendu que la population et une partie de l'armée cubaine se joindraient aux anticastristes, « Fidel » étant politiquement usé, impopulaire et majoritairement rejeté. Il n'en était rien (et beaucoup font la même erreur concernant l'appui dont jouit Maduro). Par ailleurs, l'agression américaine ne s'est pas arrêtée après l'échec humiliant de Playa Girón. Parmi les 2 900 documents « confidentiels » déclassifiés en octobre 2017 sur la mort de JFK (Dallas, 1963) figure un mémorandum qui, daté du 8 août 1962, lui était destiné. Son émetteur, le « Groupe spécial élargi » chargé de s'occuper du cas « Fidel Castro », estimait que, en cas d'intervention directe, *« pour prendre le contrôle des zones stratégiques clés à Cuba avec un minimum de pertes des deux côtés, environ 261 000 militaires américains devraient participer à l'opération* [7] ». Le genre de petit détail qui retient l'attention. Et que, vraisemblablement, les stratèges du Pentagone les plus sensés (ainsi que leurs homologues colombiens et brésiliens) étudient attentivement, s'agissant de l'actuel Venezuela. Le même type d'alliance civico-militaire que celle régnant à l'époque dans l'Ile n'y a rien d'une fiction – en témoigne le rôle majeur des pêcheurs de Chuao dans la détection et la neutralisation des assaillants, le 3 mai dernier [8].

A l'époque, face à l'éventuel prix à payer, Washington recula. Sans renoncer à son projet. Priorité absolue du gouvernement, un programme de terrorisme international – l'Opération Mangouste (ou Projet cubain ») – est mis en place dès juin 1961, avec un budget excédant 50 millions de dollars par an. Pas moins de trente plans sont élaborés, qui vont du sabotage à l'espionnage, en passant par des projets d'assassinat de Fidel Castro. Le 13 mars 1962, le Pentagone propose même une Opération Northwood au Groupe spécial élargi. Il s'agit de simuler une intrusion cubaine sur la base de Guantánamo ou d'attaquer sous fausse bannière des navires américains, provoquant ainsi un *casus belli* (jugé trop contre-productif en cas d'échec, ce projet spécifique sera rejeté par Kennedy) [9]. Ce qui n'empêche nullement « Mangouste » de soumettre l'île et ses habitants à un nombre incalculable d'attaques maritimes et de raids aériens. Toutefois, fin 1962, l'opération doit être suspendue (officiellement) : lors des négociations qui accompagnent la Crise des fusées, l'administration étatsunienne s'est engagée devant l'Union soviétique à ne plus tenter d'envahir Cuba. A ce moment, une dizaine d'équipes de saboteurs sont déjà déployées sur son territoire…

Bien entendu, et une fois encore, Washington (et Miami) n'ont pas l'intention d'en rester là. L'Opération Mangouste disparaît formellement. Sauf pour les historiens et les Cubains, son nom sombrera bientôt dans l'oubli. Mais son objectif et ses méthodes demeurent inchangés. Simplement, les opérations seront désormais sous-traitées.

Il n'existe pas à l'époque de compagnies de sécurité (CSP) ou militaires (CMP) privées du

type Blackwater (devenue Academy), DynCorp, Triple Canopy (grandes et sulfureuses bénéficiaires de la présidence de George W. Bush), ou… Silvercorp USA (plus récemment). Mais la CIA a de la ressource et de la main d'œuvre. Les Cubains « dissidents ». A la tête de leur structure clandestine, le Commando d'organisations révolutionnaires unies (CORU), Orlando Bosch et Luis Posada Carriles, deux terroristes cubains notoires, bénéficient des financements de l' « Agence » ainsi que de ceux du trafic de drogue (bien qu'ayant fait exploser en vol un avion de ligne cubain [1976, 73 morts], tous deux finiront paisiblement leur vie à Miami).

Depuis cette même Miami, toujours appuyés par la CIA et bénéficiant de la mansuétude du FBI, les réseaux de l'extrême droite cubano-américaine vont poursuivre les infiltrations, attaques et sabotages pendant les trois décennies suivantes. Sans lien apparent avec l'administration américaine, une multitude d'organisations criminelles mènent ces actions, depuis le territoire des Etats-Unis : Comandos L ; Comandos Martianos MRD ; Comando uni pour la libération (CLU) ; Conseil militaire cubano-américain (Camco) ; Omega 7 ultérieurement rebaptisé Commission nationale cubaine (CNC) ; Alpha 66 ; Comandos F4 ; Parti unité nationale démocratique (PUND)…

Des actions multiformes, un but commun. En 1975, la Commission Church (du Sénat américain) recensait déjà au moins huit projets d'assassinats de Fidel Castro, avec parfois la participation de membres de la pègre. Cette obsession ne s'éteindra jamais. Les dernières tentatives d'élimination physique de « Fidel » auront lieu en novembre 1997 à l'occasion du Sommet ibéro-américain de l'île de Margarita (Venezuela) et en novembre 2000 lors d'une visite de Castro au Panamá !

Le groupe Omega 7 a reconnu avoir introduit dans l'île la dengue hémorragique. Entre 1975 et 1980, cette maladie a coûté la vie à 158 personnes, dont 101 enfants.Entraînant sans se cacher leurs troupes dans les marais des Everglades, à vingt-cinq milles au sud de Miami,Cuba indépendant et démocratique ainsi qu'Alpha 66 avaient pour spécialité la piraterie maritime. En 1981, Alpha 66 effectua plusieurs opérations pour empoisonner le bétail, mettre le feu à des champs de canne à sucre, détruire des plantations d'agrumes.Créée en mai 1994, Comandos F4 s'évertua à pénétrer les côtes cubaines. Le PUND (1989-1997) menait des opérations terroristes en étroite relation avec le narcotrafic, sans grande réaction, sauf en de rares exceptions, de la DEA.

Comme le cercle rapproché de Guaido aujourd'hui, tous ces gens vivaient comme des pachas en dilapidant des fortunes. L'argent dont la CIA – remplacée actuellement aux finances par la plus discrète mais tout aussi intrusive New Endowment for Democracy (NED) –, et les administrations successives les arrosaient généreusement.

Fusils d'assaut AK-47, fusils M-3 avec silencieux, pistolets semi-automatiques Makarov, explosifs Semtex et C-4 : deux cents actions contre Cuba pendant la décennie 1990 ! Venant de Floride, des éléments criminels posent des bombes dans des hôtels et des lieux touristiques connus. Une façade politique « respectable » de cette nébuleuse ultra-violente, la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), a été créée en septembre 1981 par Ronald Reagan. Tout en finançant le terrorisme, elle tient publiquement le rôle de l'actuel « gouvernement en exil » de Guaido : celui d'une organisation citoyenne se battant pacifiquement pour la « démocratie. Pour mémoire, l' « administration » de Guaido n'est rien d'autre qu'une fiction regroupant un Tribunal suprême de justice (TSJ) installé à Bogotá, des semblants de ministres, des ambassadeurs fantoches, des réseaux de personnages officiels et officieux, de pseudo gestionnaires d'entreprises appartenant à l'Etat vénézuélien

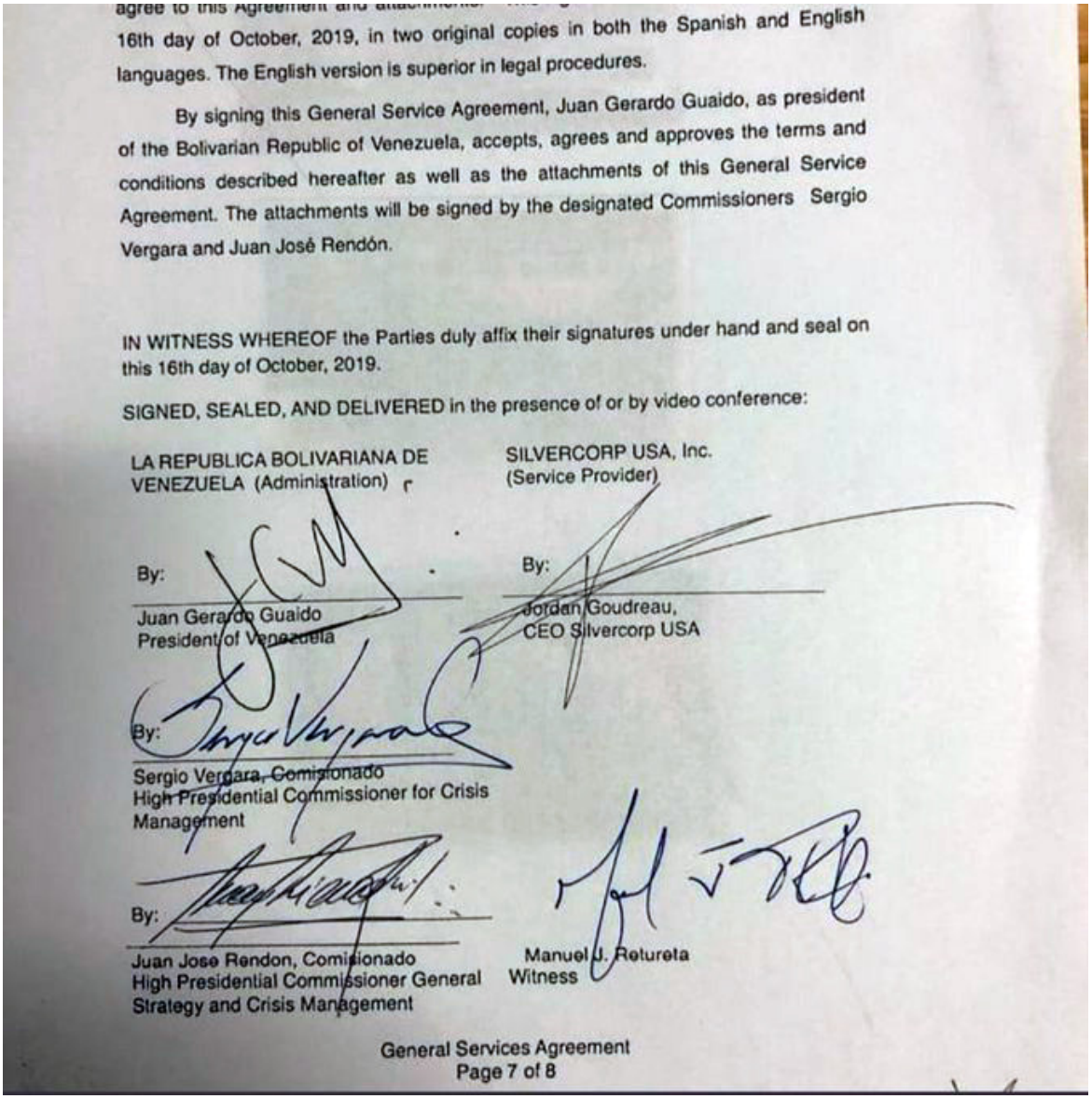
et indûment confisquées aux Etats-Unis et en Colombie…

Lors de ses congrès de 1992 et 1993, la FNCA s'est dotée d'une structure clandestine. Avec son Groupe de direction, situé aux Etats-Unis, et son Groupe opérationnel en Amérique centrale, cette formation paramilitaire dispose bientôt d'un hélicoptère, de sept embarcations, d'explosifs et, destinés à être utilisés contre des objectifs économiques ou dans un attentat contre Fidel Castro, de dix avions légers télécommandés. Les ancêtres de nos drones !

Même *business*, mêmes méthodes : c'est à l'aide de deux drones chargés d'explosifs qu'a eu lieu la tentative d'assassinat de Nicolás Maduro et de tout son état-major, le 4 août 2018.

D'aucuns objecteront que toutes ces actions n'ont pas eu raison de Cuba. C'est un fait. Mais, elles ont provoqué la mort de quelque trois mille quatre cents personnes et plus de deux mille handicapés. Sans compter, s'ajoutant aux mesures coercitives unilatérales imposées depuis plus d'un demi-siècle, les dommages incalculables infligés à l'économie de l'île. Des pratiques aussi obscènes et moralement condamnables que celle consistant aujourd'hui à agresser de mille manières et à étrangler économiquement le Venezuela, en pleine pandémie de Covid-19.

« Mangouste » donc, au sens large, plus que Baie des Cochons. Et pas en mode mineur ! Arrêtés, interrogés par les forces de sécurité, les comparses des 3 et 4 mai dernier parlent. Et racontent. Et révèlent. Ce que d'autres confirment. Parfois de manière inattendue. C'est une antichaviste forcenée qui, depuis Miami, fait exploser la bombe la plus puissante : la journaliste vénézuélienne en exil, Patricia Poleo. Elle a férocement combattu Chávez. Elle abhorre Maduro. Mais, considère Guaido comme un clown de la politique. Qu'on n'oublie pas cette donnée : chacune des chapelles de l'opposition a son histoire propre, sa vision et aussi ses ambitions. Elles couchent dans le même lit, mais ne font pas les mêmes rêves. Certaines ont été écartées de la répartition du butin volé à la République bolivarienne par Washington et le clan Guaido. Or, en politique comme en physique, toute action produit une réaction. Sur sa chaîne Youtube « Factores de poder » (Facteurs de pouvoir), Poleo interview le patron de Silvercorp USA, Jordan Goudreau. Lequel confirme son rôle, la nature de l'opération et lui révèle l'existence du « contrat ».



agree to this Agreement and attachments. [illegible]
16th day of October, 2019, in two original copies in both the Spanish and English languages. The English version is superior in legal procedures.

By signing this General Service Agreement, Juan Gerardo Guaido, as president of the Bolivarian Republic of Venezuela, accepts, agrees and approves the terms and conditions described hereafter as well as the attachments of this General Service Agreement. The attachments will be signed by the designated Commissioners Sergio Vergara and Juan José Rendón.

IN WITNESS WHEREOF the Parties duly affix their signatures under hand and seal on this 16th day of October, 2019.

SIGNED, SEALED, AND DELIVERED in the presence of or by video conference:

LA REPUBLICA BOLIVARIANA DE VENEZUELA (Administration)

By:

Juan Gerardo Guaido
President of Venezuela

By:

Sergio Vergara, Comisionado
High Presidential Commissioner for Crisis Management

By:

Juan Jose Rendon, Comisionado
High Presidential Commissioner General Strategy and Crisis Management

SILVERCORP USA, Inc.
(Service Provider)

By:

Jordan Goudreau,
CEO Silvercorp USA

Manuel J. Retureta
Witness

General Services Agreement
Page 7 of 8

Le contrat signé le 16 octobre 2019 entre Juan Guaido et Silvercorp

Ce « Contrat », même « Mangouste » n'aurait pas osé. Il a été signé le 16 octobre 2019 entre Goudreau, Juan Guaido (« président du Venezuela »), Sergio Vergara (député d'opposition, bras droit du chef d'Etat fantoche), Juan José (dit « JJ ») Rendon (vénézuélien d'opposition vivant aux Etats-Unis, proche de nombreux chefs d'Etat, dont les colombiens Álvaro Uribe et Iván Duque, cul et chemise avec Luis Almagro [OEA] et pour l'heure responsable du « Comité de stratégie » de Guaido).

Comme on dit en Amérique latine, *« es muy feo »* (très sale, très laid). Mais assez lucratif (sur le papier) pour Goudreau. Pour la phase initiale (45 jours) le projet prévoit le décaissement de 50 millions de dollars. Avec un coût total de 212,9 millions de dollars pour les 495 jours de collaboration prévue.

En échange ? Trois fois rien. *« Les prestataires de service conseilleront et assisteront le Groupe associé* [l'équipe du président imaginaire] *dans la planification et l'exécution d'une opération pour capturer / arrêter / éliminer Nicolás Maduro* (…). » Attention : il ne s'agit pas ici d'une exégèse, d'une paraphrase, d'une interprétation. C'est écrit noir sur blanc. Il s'agit d'un « contrat », au sens mafieux du terme. Il envisage, parmi ses hypothèses, d'assassiner (« éliminer ») Maduro. Il est signé « Juan Guaido ». L'homme reconnu « chef d'Etat

intérimaire » du Venezuela par une Union européenne alignée de façon répugnante sur le pire de ce qui peut exister aux Etats-Unis. L'individu qui, le 24 janvier 2020, à l'Elysée, a eu un *« échange constructif »* avec le président français Emmanuel Macron. Celui qui, ce même jour, a été accueilli au son de l'hymne national vénézuélien, par la très respectable Maison de l'Amérique latine, à Paris.

Le document n'a rien d'un texte signé sur un coin de table. Long de 41 pages (pour ce qu'on en connaît), il détaille les objectifs des conspirateurs de façon extrêmement précise : après la « neutralisation » « séquestration » ou « assassinat » de Maduro (et d'autres dirigeants civils et militaires de son cerce rapproché) il s'agit d' *« éliminer l'actuel régime et d'installer le président vénézuélien reconnu Juan Guaido ».* Puis, pour mettre le pays en coupe réglée, d'y rétablir la stabilité. Même les méthodes de répression des inévitables protestations, manifestations et résistances sont soigneusement codifiées. « Létales » en cas de nécessité, est-il précisé.

Comme il se doit, chaque individu a sa propre version de la vérité. Avec l'entêtement d'une mule, Guaido nie tout en bloc. Va savoir ce que Maduro et les siens sont capables d'imaginer pour tenter de le discréditer… Mauvaise pioche. A Caracas, capturé, le chef des opérations de « Gedeón », Antonio Sequea, révèle qu'entre février et mars, alors qu'il se trouvait à Riohacha (dans la Guajira colombienne), Iván Simonovich, Commissaire à la Sécurité et au renseignement de Guaido, l'a appelé à plusieurs reprises pour lui demander de le tenir au courant de ce qui se passait sur le terrain. Pour ne rien arranger, Patricia Poleo, encore elle, diffuse l'enregistrement sonore de la conversation téléphonique qu'a eue Guaido avec Goudreau au moment de la signature du contrat. Puis les déclarations s'enchaînent. Impossible désormais d'évoquer des rumeurs, des ragots, des pseudo révélations. Il s'agit de faits réels, d'informations confirmées.

Lors de leurs interrogatoires, les mercenaires étatsuniens Denman et Berry révèlent la nature de leur mission principale : prendre le contrôle de l'Aéroport Simón Bolívar de Maiquetía (Caracas) et le sécuriser pour permettre l'atterrissage d'un (ou de plusieurs) avion(s) destiné(s) à embarquer Nicolás Maduro après son éventuelle séquestration (pour une destination non précisée mais pas très difficile à deviner). Autres objectifs spécifiques : l'attaque et la prise de la Direction générale du renseignement militaire (DGCIM), du Service bolivarien du renseignement (Sebin), du palais présidentiel de Miraflores…

A la différence de Guaido, JJ Rendon est parfaitement capable de reconnaître sa signature au bas d'un document que même certains titres de la presse conservatrice – en l'occurrence *The Washington Post* – publient en intégralité. Rendon renonce à nier l'évidence. Au *Diario Las Américas* (Miami, 8 mai) et à *CNN*, il confirme : oui, ce texte existe ; oui, il l'a paraphé ; oui il a lui-même fait une avance de 50 000 dollars au patron de Silvercorp USA. Puis, désormais en chute libre, il tente d'ouvrir le parachute de secours : en fait, le projet dont il était question a été abandonné. Donc, *« ce contrat n'existe pas. Une chose qui a été signée et laissée sans effet n'a pas de validité au-delà du papier qui la contient et* – les gens pouvant se montrer extrêmement pervers ! – *de la référence qu'elle constitue pour déclencher un scandale. »* Quant aux assaillants pris les armes à la main les 3 et 4 mai : « *Ces jeunes qui étaient là font partie d'un tas de groupes autonomes qui n'appartiennent pas au gouvernement de Juan Guaido. »*

« Gedeón » : un coup de chaud suivi de sueurs froides. Même au sein de l'opposition antichaviste la plus déterminée, le désastre (et surtout sa révélation !) laissent un goût de cendres. Un début de rébellion se manifeste au sein du parti Primero Justicia. Les mises en

demeure fusent. Le 12 mai, deux des signataires du texte scélérat démissionnent du Comité de stratégie : Rendon et Sergio Vergara. Guaido les remercie « pour leur travail et leur engagement envers le Venezuela ». Néanmoins, le Département d'Etat américain répondra par une fin de non recevoir à la demande de Henrique Capriles (adversaire de Chávez et de Maduro lors des présidentielles de 2012 et 2013) et de son cercle rapproché de mettre définitivement un terme au désastreux épisode « Guaido ».

C'est depuis la Floride, mais aussi le Guatemala et le Nicaragua que sont parties les vagues d'assaut vers la Baie des Cochons en avril 1961. Sept années auparavant, en 1954, pour évincer le président guatémaltèque Jacobo Arbenz, l'opération PBSUCCESS organisée par la CIA avait bénéficié de l'aide du dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza et du gouvernement du Honduras, pays d'où s'élancèrent les troupes mercenaires qui mirent un terme à la démocratie. Au cours des années 1980, pour agresser le Nicaragua sandiniste, les *« contras »* armés et financés par les Etats-Unis purent également compter sur le Honduras, qui, sur la frontière, hébergeait leurs campements. Dans les années 1990, c'est depuis l'Amérique centrale – particulièrement le Salvador et le Guatemala – que le terroriste Luis Posada Carriles organisa les incursions et poses de bombes à Cuba.

En ce début de XXIe siècle, le principal pays « collabo » des desseins de l'Impérialisme s'appelle Colombie. Ce « cimetière à opposants » [10] a pour président un « fils spirituel » d'Álvaro Uribe, Iván Duque (et indépendamment de sa politique, des millions de citoyens qui, eux, méritent le respect).

Comme Guaido, comme Trump, comme beaucoup d'autres, Duque n'a rien vu, rien entendu, et n'a strictement/absolument/et définitivement rien à voir avec les récents événements qui ont secoué le Venezuela. Sur ce thème, Duque débite une multitude de poncifs aux chaînes télévisées qui informent le globe entier. Duque, c'est un robinet d'eau tiède (sauf lorsqu'il parle de Maduro). Et pourtant…

Lorsque, le 25 mars, après la découverte d'un arsenal, l'ex-général vénézuélien Cliver Alcalárévèle que celui-ci appartient à un groupe de déserteurs vénézuéliens que lui-même dirige, il vit à Barranquilla depuis deux ans. Son épouse, Marta González, est la sœur d'Hermágoras González Polanco, alias « El Gordito González », narcotrafiquant et ancien membre de l'organisation paramilitaire des Autodéfenses unies de Colombie (AUC). Alcala ne cache ni que trois de ses groupes de militaires vénézuéliens déserteurs s'entraînent « dans le pays » ni qu'il a des contacts fréquents avec les services de renseignements colombiens (et Juan Guaido). Puis Alcala disparaît des radars, extradé (ou exfiltré) aux Etats-Unis [11].

Malgré ces révélations pour le moins explosives, le gouvernement colombien ne semble guère intéressé. Aucune enquête, aucune réaction. Pourtant, en mars, depuis Caracas, le gouvernement bolivarien lui a communiqué – et l'a fait savoir – les coordonnées GPS des fameux camps d'entraînement, situés à Riohacha, dans la Guajira. Ils sont si peu secrets, ces camps encadrés par Goudreau et ses deux mercenaires, Denman et Berry, que le député d'opposition vénézuélien Hernán Claret Alemán les a visités pendant plusieurs jours début décembre 2019, comme il l'a révélé le 13 mai au site argentin Infobae. *« Ultérieurement,* affirme-t-il, *j'ai discuté avec le général Alcalá et avec Jordan* [Goudreau, qu'il appelle par son prénom, on est manifestement entre amis] [12]. »

Présente en force sur le territoire colombien (enfin, on le suppose !), la DEA n'a manifestement jamais détecté, dans la Guajira, la *« hacienda »*d'Elkin Javier López Torres,

alias « Doble Rueda », l'un des principaux *« capos »* du narcotrafic de la région. Officiellement, elle le recherche pour l'extrader ! C'est dans cette *« finca »* qu'ont été regroupés les hommes de l'opération « Gedeón » dans les jours précédant leur embarquement pour le Venezuela. C'est « Doble Rueda » en personne qui leur expliqua comment allait fonctionner leur transfert vers les embarcations.

On jugera que, comme la DEA, les services de renseignements colombiens sont bien peu efficaces. Ou un peu distraits. A leur décharge, on mentionnera qu'ils sont très occupés. Un énième épisode d'interceptions illégales les impliquant a été découvert il y a quelques semaines et provoque un énorme scandale. Plus d'une centaine de citoyens, dont des politiciens, des syndicalistes et des journalistes ont été écoutés. Des citoyens autrement plus préoccupants et dangereux que les sbires armés vénézuéliens ou les « narcos » des deux pays.

Nul n'en doute : comme lors de la coopération de Guaido avec les narco-paramilitaires des Rastrojos, pour faire le chemin inverse – c'est-à-dire passer clandestinement du Venezuela en Colombie en février 2019 – cette cohabitation malsaine avec « Doble Rueda » relève du plus grand des hasards. Dans la vie, les coïncidences ne manquent pas. Qu'on en juge : sur la dernière page du contrat paraphé par Guaido, Vergara, Rendon et Goudreau, figure une cinquième signature. Celle d'un avocat, agissant en tant que « témoin » : Manuel J. Retureta. Américain d'origine cubaine, pénaliste, partenaire de Retureta & Wassem, celui-ci, d'après les autorités vénézuéliennes, a défendu en Colombie le narco-paramilitaire Salvatore Mancuso ; aux Etats-Unis, il a eu comme clients Juan Antonio « Tony » Hernandez (frère de l'actuel président du Honduras) et Fabio Lobo (fils du chef d'Etat précédent, Porfirio Lobo), tous deux accusés de narcotrafic (et tous deux condamnés). Actuellement, il plaide en faveur de Damaso López Nuñez – « El Licenciado » –, l'un des proches du « Chapo » Guzmán, l'ex-grand du narcotrafic mexicain.

On dira qu'on a affaire là à un familier du monde interlope et de la pègre plutôt qu'à l'univers de la veuve et de l'orphelin. Et que, dans le fond, si l'on réaligne toutes les planètes précédemment citées, le financement de la *« contra »* nicaraguayenne par le Cartel de Medellin, *via* la CIA, dans les années 1980, n'est pas si lointain qu'il y paraît ! Sans parler des révélations faites à visage découvert en 2010 par Rafael García, ex-chef du service informatique de la police politique colombienne, le Département administratif de sécurité (DAS), affirmant que l'ancien chef du DAS, Jorge Noguera, avait rencontré en 2004 des leaders paramilitaires et des opposants vénézuéliens afin de concocter un « plan de déstabilisation » et l'assassinat de Hugo Chávez.

1er mai 2020 : nul n'a encore entendu parler de l'opération « Gedeón ». Le quartier Felix Ribas de Petare fait la « une » des médias d'opposition. Petare, dans l'est de Caracas : l'un des plus grands quartiers populaires d'Amérique latine. Pendant cinq jours consécutifs, il va être « à feu et à sang ». D'incessantes fusillades entre deux bandes rivales terrorisent la population. Explication alors la plus communément lue et entendue (en résumé) : « la méga-bande criminelle – 200 délinquants de 18 à 23 ans – de Wilexis Alexánder Acevedo, alias "Wilexis", défend son territoire contre le groupe El Gusano ; "Wilexis" est très populaire au sein de la population car il la protège des exactions de la police, et en particulier de sa Force d'actions spéciales (FAES), contre laquelle il fait campagne et, en 2019, a organisé (en sous-main) trois manifestations ; en revanche, "des gens" du gouvernement soutiennent les voyous d'El Gusano pour reprendre le contrôle du quartier [13] ».

Raid sur les côtes vénézuéliennes. Interceptions, arrestations. Emargeant ou ayant émargé à la DEA, un peu *« narco »* sur les bords, José Socorro, alias « Pepero », parle. Un autre agent de la DEA, Orlando Laufer, lui a demandé d'organiser des actions violentes simulées dans Petare pour détourner l'attention des forces de sécurité, tandis que les factieux de « Gedeón » avanceront vers les côtes. Bruit et fureur : contact pris avec les délinquants, l'enfer s'est déchainé, à l'arme de guerre, sans faire aucune victime. Mais créant la distraction attendue (à défaut du résultat).

Tous les ingrédients classiques se sont donc ainsi retrouvés réunis. Secteur criminel de l'opposition, monde du narcotrafic, univers de la pègre et… ombre des Etats-Unis. Lors de leurs interrogatoires, les deux mercenaires de Silvercorp USA, Luke Denman et Airan Berry, ont expliqué assez candidement que, s'ils se sont lancés dans cette aventure, c'est qu'ils se sentaient en totale confiance : la Justice de leur pays n'offre-t-elle pas une récompense pour la capture du « narcotrafiquant » Maduro ? Dans le cadre d'une opération navale destinée à réduire la circulation des drogues illégales*, des navires de l'US Navy ne rodent-ils pas dans la Caraïbe, à quelques encablures des côtes du Venezuela ?*

De son côté, le ministre de la Défense vénézuélien Vladimir Padrino López a résumé de façon plus précise l'opération « Gedeón ». Il ne s'agissait pas d'une « invasion ». Il la considère comme *« une opération militaire très bien planifiée, préparée en territoire étranger, avec un financement étranger, de l'équipement fourni par des puissances comme les Etats-Unis et le gouvernement colombien. Elle avait des objectifs très détaillés, très bien marqués, avec des renseignements sur les objectifs physiques des infrastructures à attaquer très bien préparées et relevés au millimètre, couche par couche, et évidemment, sur le temps nécessaire, le trajet, le pouvoir de feu qu'ils allaient employer pour chaque objectif. »*

Moins spectaculaire qu'une « Baie des Cochons », la tentative d'incursion renvoie dans l'esprit à l'« opération Mangouste » (et à ses suites) – ce poison lent, qui infuse, et qui use, et qui oblige à une vigilance de chaque instant, à la dépense de ressources financières et humains considérables quand tant d'autres tâches économiques et sociales devraient monopoliser les énergies.
On suivra avec attention le sort réservé à Goudreau par la justice des Etats-Unis – son activité mercenaire et le trafic d'armes qui en découle y tombant (théoriquement) sous le coup de la loi. On s'intéressera également à ses démêlés avec ses commanditaires – Guaido, Rendon, etc. –, qu'il accuse de ne pas lui avoir payé ce qu'ils lui devaient, raison pour laquelle il a beaucoup « balancé » [14]. Toutefois, on prendra très au sérieux les déclarations qu'il a faites immédiatement après l'échec de « Gedeón » : *« La principale mission était de libérer le Venezuela, de capturer Maduro, mais la mission à Caracas a échoué. »* Néanmoins, a-t-il ajouté, la mission secondaire était d'établir, en territoire vénézuélien, des campements d'insurgés. *« Ils sont déjà dans les campements, ils recrutent et nous allons commencer à attaquer des objectifs tactiques. »* Sur ce point, aucun doute. Sur les côtes vénézuéliennes, sur les 2 200 kilomètres de frontière avec la Colombie, de nouvelles actions paramilitaires auront lieu. Tandis que les dites « sanctions économiques » continueront à étrangler le pays – c'est-à-dire la population.

Comme il faut toujours une touche d'humour (même noir, même dans les situations les plus préoccupantes), on mentionnera que, le 15 mai, à la question *« quelles sont vos priorités ? »,* la ministre des Affaires étrangères colombienne, Claudia Blum, a déclaré : *« Positionner la Colombie comme un pays leader dans l'agenda mondial de la légalité, tant pour la défense de la démocratie et des droits humains qu'en matière d'initiatives globales*

contre la corruption, le terrorisme et le crime organisé [15]. » Deux jours auparavant, l'administration de Donald Trump avait placé Cuba et le Venezuela (avec l'Iran, la Syrie et la Corée du Nord) sur la liste des pays qui ne coopèrent pas suffisamment en matière de lutte contre le terrorisme [16].

Maurice Lemoine

Notes

[1] Lire Guillaume Long, « Le ministère des colonies américaines », *Le Monde diplomatique,* Paris, mai 2020.

[2] https://www.sofmag.com/javier-nieto-quintero-and-former-green-beret-jordan-goudreau-on-operation-gedeon-to-overthrow-maduro-maduro-responds-after-eight-arrested/

[3] A la tête de 400 entreprises et d'une fortune de 4,4 milliards de dollars, Branson pleurniche désormais pour recevoir une « aide publique » (humanitaire ?) afin de sauver ses deux compagnies aériennes Virgin Atlantic et Virgin Australie mises en faillite par les effets de la pandémie de Covid-19.

[4] https://twitter.com/FaniaRodrigues/status/1257515965870485507

[5] Sur cet épisode, lire : http://www.medelu.org/Maduro-mort-ou-vif

[6] Pour une information documentée sur l'incursion armée du 3 mai, lire Thierry Deronne, « Le Venezuela inflige une nouvelle défaite à l'Empire et aux grands médias » et Romain Migus, « Attaque mercenaire contre le Venezuela »

[7] https://www.diariolasamericas.com/desclasificado-eeuu-contaba-261000-soldados-invadir-cuba-1962-n4135824

[8] https://venezuelainfos.wordpress.com/2020/05/13/exclusif-des-pecheurs-du-venezuela-racontent-la-reddition-de-mercenaires-etats-uniens-par-fania-rodrigues/

[9] Top secret, le document « Justifications pour une intervention militaire à Cuba » a été déclassifié le 18 novembre 1997.

[10] Depuis janvier 2016, plus de 700 personnes politiquement engagées y ont été assassinées, essentiellement des dirigeants communautaires et sociaux, mais aussi 200 ex-guérilleros des FARC ayant déposé les armes dans le cadre des Accords de paix.

[11] Certains membres de l'opposition vénézuélienne avancent la thèse suivante : Cliver Alcala serait en réalité un agent double, qui les aurait infiltrés pour communiquer de précieuses informations sur les opérations en préparation aux services de renseignements bolivariens.

[12] https://www.infobae.com/america/venezuela/2020/05/13/un-diputado-venezolano-que-participo-en-conspiracion-contra-nicolas-maduro-revelo-detalles-de-como-se-frustro-la-operacion-gedeon/

[13] https://www.costadelsolfm.org/2020/05/05/el-silencio-de-nicolas-maduro-sobre-los-47-presos-masacrados-y-las-2-bandas-que-llevan-5-dias-echandose-plomo-en-venezuela/

[14] En représentation de Jordan Goudreau et de Silvercorp USA, Volk Law, cabinet d'avocats situé en Floride, a envoyé une mise en demeure à Juan Guaidó pour le paiement de 1 500 000 dollars : ce paiement initial devait être effectué dans les quinze jours suivant la signature du Contrat du 16 octobre 2019.

[15] https://www.semana.com/nacion/articulo/la-salida-de-nicolas-maduro-es-una-prioridad-para-claudia-blum/671774

[16] La Havane était sortie de cette liste en 2015 sous Barack Obama.



La source originale de cet article est Mémoire des luttes
Copyright © Maurice Lemoine, Mémoire des luttes, 2020

Articles Par : Maurice Lemoine

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca